



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.678/4
du 29 juin 2020

advies 67.678/4
van 29 juni 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant sur
des mesures de déconfinement
en matière formation à la
conduite pour limiter la
prolifération du Covid-19'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende
maatregelen inzake rijopleiding
voor de versoepeling van de
lockdown om de verspreiding
van Covid-19 in te perken'

Le 24 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant sur des mesures de déconfinement en matière formation à la conduite pour limiter la prolifération du Covid-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juin 2020.

*

Op 24 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende maatregelen inzake rijopleiding voor de versoepeling van de lockdown om de verspreiding van Covid-19 in te perken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juni 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd in de punten B.4 tot en met B.8 zoals gestipuleerd in het besluit dat voorligt:

B.4. Voor de rijopleiding is het dringend noodzakelijk de hervatting van de activiteiten te organiseren, aangezien de opschorting van de activiteiten gedurende drie maanden betekent dat degenen die niet in staat zijn geweest de vereiste opleiding te volgen of de vereiste examens in deze periode af te leggen, worden toegevoegd aan degenen die dat in de komende maanden wel van plan waren; de sector zal deze uitzonderlijke hoeveelheid verzoeken dus niet tijdig kunnen opvangen;

B.5 Deze toevloed van aanvragen heeft tot gevolg dat, indien er geen maatregelen worden genomen, bepaalde personen, om hun opleidings- en/of testproces voort te zetten, bepaalde reeds genomen stappen moeten herhalen, omdat ze niet binnen de door de verschillende hierboven vermelde besluiten vereiste termijnen zijn genomen;

B.6. Aangezien de gezondheidscrisis nog niet voorbij is, is het van essentieel belang om de vermenigvuldiging van de contacten tussen mensen zoveel mogelijk te vermijden, en daarom moeten de betrokken termijnen worden verlengd;

B.7. De formele goedkeuring van dit besluit is urgent, om dezelfde reden: het is absoluut noodzakelijk om het aantal personen dat zich in de periode tussen de hervatting van de activiteiten en de verlenging van de termijnen zou engageren, zoveel mogelijk te beperken, om – bovendien onnodig, gezien de verlenging van de termijnen – de betrokken stappen te herhalen;

B.8. Aangezien iedere dag die verstrijkt bijdraagt aan de verzadiging van de sector en de gezondheidsrisico's, dient het huidige besluit dringend te worden aangenomen ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 10 du projet vise à prolonger le délai de conservation du registre annuel visé à l'article 23, § 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 'relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur'.

Ce registre annuel comprend des données à caractère personnel relatives aux élèves inscrits dans une école de conduite.

Cette disposition doit, dès lors, être soumise à l'avis de l'Autorité de protection des données, conformément à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

Le préambule sera ensuite complété par un visa consacré à l'accomplissement de cette formalité préalable.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il importe que le préambule soit présenté conformément aux règles de la légistique formelle : la mention de chaque fondement juridique et de l'avis du Conseil d'État sera chaque fois précédée de la mention « Vu », tandis que les motifs du projet seront précédés de la mention « Considérant »¹. Les mentions A1, A2, ... précédant les alinéas seront par conséquent omises.

2. Le projet examiné trouve son fondement juridique dans l'article 23 de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968.

Les autres textes normatifs visés au préambule, qui ne procurent pas de fondement juridique au projet et qui ne sont pas modifiés par celui-ci seront omis. Si l'auteur du projet souhaite les mentionner afin d'éclairer les destinataires de l'arrêté en projet sur son environnement normatif, ils peuvent toutefois l'être sous la forme de considérants, qui seraient repris après les visas consacrés à l'accomplissement des formalités préalables.

DISPOSITIF

Article 3

L'article 3 du projet vise à ne pas prendre en considération la durée maximale de stage jusqu'au 30 septembre 2020, en dérogation aux articles 2.2.4 à 2.2.6 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018 'relatif à la formation à la conduite et à l'examen de conduite pour la catégorie de véhicules à moteur B et à certains aspects pour toutes les catégories de véhicules à moteur'.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 17 à 43 et formules F 3-1-1 à F 3-10-3.

Il convient toutefois de relever qu'il est envisagé de supprimer les durées maximales de stage prévues aux articles 2.2.4 à 2.2.6 par un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018 relatif à la formation à la conduite et à l'examen de conduite pour la catégorie de véhicules à moteur B et à certains aspects pour toutes les catégories de véhicules à moteur' qui a donné lieu, ce jour, à l'avis n° 67.592/4.

L'adoption et l'entrée en vigueur de ce projet d'arrêté modificatif rendraient sans objet l'article 3 du projet actuellement examiné.

Article 8

Conformément aux articles 8, § 5, et 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 'relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E', les 35 points de crédit résultant du suivi d'une formation continue et permettant d'obtenir la prolongation du certificat d'aptitude professionnelle pour une nouvelle durée de cinq ans, doivent avoir été obtenus dans une période de cinq ans antérieure à la date de la prolongation.

Cette exigence s'inscrit dans le cadre de la transposition des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 'relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil'.

L'article 8 du projet vise à prolonger les points de crédits dont la validité expire entre le 13 mars 2020 et le 31 août 2020 jusqu'au 30 septembre 2020, par dérogation aux articles 8, § 5, et 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

La prolongation des échéances prévues par l'article 8, paragraphes 2 et 3, de la directive 2003/59/CE dans le cadre de la pandémie de Covid-19 est cependant déjà réglée par l'article 2 du règlement (UE) 2020/698 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 'établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la propagation de la COVID-19 relatives au renouvellement ou à la prolongation de certains certificats, licences et agréments et au report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transport', lequel dispose :

« Article 2

Prolongation des délais prévus par la directive 2003/59/CE

1. Nonobstant l'article 8, paragraphes 2 et 3, de la directive 2003/59/CE, les délais de réalisation, par les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP), des formations continues qui, conformément à ces dispositions, auraient autrement expiré ou arriveraient autrement à expiration entre le 1^{er} février 2020 et le 31 août 2020 sont réputés être ou avoir été prolongés pour une période de sept mois chacun. La validité des CAP est prolongée en conséquence.

2. La validité de l'apposition du code harmonisé '95' de l'Union prévu à l'annexe I de la directive 2006/126/CE, effectuée par les autorités compétentes soit sur le permis de conduire soit sur la carte de qualification de conducteur visée à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2003/59/CE sur la base des CAP visés au paragraphe 1 dudit article, est réputée prolongée pour une période de sept mois à compter de la date indiquée sur chacun de ces permis de conduire ou cartes de qualification.

3. La validité des cartes de qualification de conducteur visées à l'annexe II de la directive 2003/59/CE qui autrement auraient expiré ou arriveraient à expiration entre le 1^{er} février 2020 et le 31 août 2020 est réputée être ou avoir été prolongée pour une période de sept mois à compter de la date d'expiration indiquée sur chacune de ces cartes.

4. Sans préjudice des activités transfrontières visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, les mesures prises par les États membres au cours de la période allant du 1^{er} février 2020 au 28 mai 2020 conformément aux dispositions des directives 2003/59/CE et 2006/126/CE visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, restent valables.

5. Lorsqu'un État membre estime que la réalisation des formations continues ou leur certification, l'apposition du code harmonisé '95' de l'Union ou le renouvellement des cartes de qualification de conducteur resteront vraisemblablement impossibles après le 31 août 2020, en raison des mesures qu'il a prises afin de prévenir ou de contenir la propagation de la COVID-19, il peut présenter une demande motivée d'autorisation pour prolonger les périodes visées aux paragraphes 1, 2 et 3, selon le cas. Cette demande peut concerner la période comprise entre le 1^{er} février 2020 et le 31 août 2020, les périodes de sept mois visées aux paragraphes 1, 2 et 3, selon le cas, ou les deux. Elle est adressée à la Commission au plus tard le 1^{er} août 2020.

6. Lorsque, à la suite d'une demande présentée conformément au paragraphe 5, la Commission constate que les exigences énoncées audit paragraphe sont remplies, elle adopte une décision autorisant l'État membre concerné à prolonger les périodes visées respectivement aux paragraphes 1, 2 et 3, en fonction de la justification fournie dans chaque cas. La prolongation est limitée pour tenir compte de la période pendant laquelle la réalisation de la formation continue en question ou sa certification, l'apposition du code harmonisé '95' de l'Union ou le renouvellement des cartes de qualification de conducteur resteront vraisemblablement impossibles et, en tout état de cause, elle n'excède pas six mois.

La Commission publie ladite décision au Journal officiel de l'Union européenne ».

Eu égard à l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2020/698, l'article 8 du projet sera omis.

Article 11

L'article 11 du projet dispose :

« En dérogation à l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, la durée de validité de l'autorisation de stage du candidat inscrit à une session d'examen tombant entre le 16 mars 2020 et 9 mai 2020 inclus est prolongée de six mois ».

La note aux membres du Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis explique le choix de la date du 9 mai 2020 dans les termes suivants :

« Après avoir réussi l'épreuve écrite et orale, le stagiaire a un délai de 3 ans pour pouvoir effectuer son stage au sein d'une école de conduite. Vu l'inactivité des écoles de conduite, les stagiaires n'ont pas pu réaliser leur stage. La Région de Bruxelles-Capitale n'organisant pas lesdits examens, nous envoyons les candidats stagiaires vers les autres Régions. Nous nous sommes donc alignés sur les dates de ces dernières ».

Il revient à l'auteur du projet de vérifier que la date ainsi choisie n'aboutit pas à créer une différence de traitement injustifiée entre les candidats stagiaires, selon qu'ils sont « envoyés » vers l'une ou l'autre région.

Article 12

S'agissant d'une disposition dérogatoire, il convient de préciser, par référence à leurs dates d'expiration, quelles sont les attestations de stage dont la durée est prolongée de six mois.

Article d'exécution

Le projet sera complété par un article d'exécution ².

*

² *Ibidem*, recommandations n^{os} 162 et s.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen opgegeven worden tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd in de punten B.4 tot en met B.8 zoals gestipuleerd in het besluit dat voorligt:

B.4. Voor de rijopleiding is het dringend noodzakelijk de hervatting van de activiteiten te organiseren, aangezien de opschorting van de activiteiten gedurende drie maanden betekent dat degenen die niet in staat zijn geweest de vereiste opleiding te volgen of de vereiste examens in deze periode af te leggen, worden toegevoegd aan degenen die dat in de komende maanden wel van plan waren; de sector zal deze uitzonderlijke hoeveelheid verzoeken dus niet tijdig kunnen opvangen;

B.5 Deze toevloed van aanvragen heeft tot gevolg dat, indien er geen maatregelen worden genomen, bepaalde personen, om hun opleidings- en/of testproces voort te zetten, bepaalde reeds genomen stappen moeten herhalen, omdat ze niet binnen de door de verschillende hierboven vermelde besluiten vereiste termijnen zijn genomen;

B.6. Aangezien de gezondheidscrisis nog niet voorbij is, is het van essentieel belang om de vermenigvuldiging van de contacten tussen mensen zoveel mogelijk te vermijden, en daarom moeten de betrokken termijnen worden verlengd;

B.7. De formele goedkeuring van dit besluit is urgent, om dezelfde reden: het is absoluut noodzakelijk om het aantal personen dat zich in de periode tussen de hervatting van de activiteiten en de verlenging van de termijnen zou engageren [...] zoveel mogelijk te beperken, om – bovendien onnodig, gezien de verlenging van de termijnen – de betrokken stappen te herhalen;

B.8. Aangezien iedere dag die verstrijkt bijdraagt aan de verzadiging van de sector en de gezondheidsrisico's, dient het huidige besluit dringend te worden aangenomen.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 10 van het ontwerp strekt tot de verlenging van de bewaringstermijn van het jaarregister waarvan sprake in artikel 23, § 4, derde lid, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 ‘betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen’.

Dat jaarregister bevat de persoonsgegevens van de leerlingen die ingeschreven zijn in een rijsschool.

De Gegevensbeschermingsautoriteit dient derhalve over deze bepaling geraadpleegd te worden krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

De aanhef moet vervolgens worden aangevuld met een verwijzing naar de vervulling van dat voorafgaande vormvereiste.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het is belangrijk dat de aanhef opgesteld wordt in overeenstemming met de regels van de wetgevingstechniek: de verwijzing naar elke rechtsgrond en naar het advies van de Raad van State moet telkens voorafgegaan worden door de vermelding “Gelet op”, terwijl de motieven van het ontwerp voorafgegaan moeten worden door de vermelding “Overwegende dat”.¹ De vermeldingen A1, A2, ... die de verschillende leden voorafgaan, moeten bijgevolg weggelaten worden.

2. Het voorliggende ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 23 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968.

De overige normatieve teksten waarnaar in de aanhef wordt verwezen, die het ontwerp geen rechtsgrond verlenen en die door het ontwerp niet worden gewijzigd, dienen te worden weggelaten. Indien de steller van het ontwerp die normatieve teksten wenst te vermelden teneinde de adressaten van het ontworpen besluit duidelijkheid te verschaffen aangaande het normatief kader ervan, kan hij er evenwel naar verwijzen in de vorm van overwegingen die ingevoegd moeten worden na de aanhefverwijzingen die gewijd zijn aan de vervulling van de voorafgaande vormvereisten.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp strekt ertoe tot 30 september 2020 geen rekening te houden met de maximale stageduur, in afwijking van de artikelen 2.2.4 tot 2.2.6 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018 ‘betreffende de rijopleiding en het rijexamen van categorie van motorvoertuigen B en bepaalde aspecten voor alle categorieën van motorvoertuigen’.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 17 tot 43 en formules F-3-1-1 tot F-3-10-3.

Er moet evenwel op gewezen worden dat het de bedoeling is om de maximale stageduur bedoeld in de artikelen 2.2.4 tot 2.2.6 op te heffen bij een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018 betreffende de rijopleiding en het rijexamen van categorie van motorvoertuigen B en bepaalde aspecten voor alle categorieën van motorvoertuigen’, waarover vandaag advies 67.592/4 gegeven is.

Door de vaststelling en inwerkingtreding van dat ontwerp van wijzigingsbesluit zou artikel 3 van het thans voorliggende ontwerp doelloos worden.

Artikel 8

Overeenkomstig de artikelen 8, § 5, en 13, § 1, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 ‘betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’ moeten de 35 kredietpunten die men kan verwerven door het volgen van naschoolse vorming en die een verlenging mogelijk maken van het bewijs van vakbekwaamheid voor een nieuwe periode van vijf jaar, verkregen zijn binnen een periode van vijf jaar voorafgaand aan de datum van de verlenging.

Dat vereiste past in het kader van de omzetting van de leden 2 en 3 van artikel 8 van richtlijn 2003/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2003 ‘betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, tot wijziging van verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad en richtlijn 91/439/EEG van de Raad en tot intrekking van richtlijn 76/914/EEG van de Raad’.

Artikel 8 van het ontwerp strekt ertoe de geldigheidsduur van de kredietpunten die vervallen tussen 13 maart 2020 en 31 augustus 2020, te verlengen tot 30 september 2020, in afwijking van de artikelen 8, § 5, en 13, § 1, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

De verlenging van de vervaldata bepaald in artikel 8, leden 2 en 3, van richtlijn 2003/59/EG in het kader van de COVID-19-pandemie, is evenwel al geregeld bij artikel 2 van verordening (EG) 2020/698 van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 2020 ‘tot vaststelling van specifieke en tijdelijke maatregelen naar aanleiding van de COVID-19 uitbraak in verband met de vernieuwing of verlenging van bepaalde certificaten, getuigschriften en vergunningen, en het uitstel van bepaalde periodieke controles en periodieke opleidingen op bepaalde gebieden van de vervoerswetgeving’ dat luidt als volgt:

“Artikel 2

Verlenging van de in Richtlijn 2003/59/EG vastgestelde termijnen

1. Niettegenstaande artikel 8, leden 2 en 3, van Richtlijn 2003/59/EG, worden de termijnen waarbinnen de houder van een getuigschrift van vakbekwaamheid de nascholing moet voltooien, die overeenkomstig die bepalingen anders zouden zijn verstreken of zouden verstrijken tussen 1 februari 2020 en 31 augustus 2020, geacht te

zijn of te worden verlengd met een periode van zeven maanden. Het getuigschrift van vakbekwaamheid blijft dienovereenkomstig geldig.

2. De geldigheid van de geharmoniseerde Uniecode '95', als bedoeld in bijlage I bij Richtlijn 2006/126/EG, die door de bevoegde autoriteiten wordt aangebracht op het rijbewijs of op de in artikel 10, lid 1, van Richtlijn 2003/59/EG bedoelde kwalificatiekaart bestuurder op basis van het in lid 1 van dat artikel bedoelde getuigschrift van vakbekwaamheid, wordt geacht te zijn verlengd met een periode van zeven maanden vanaf de op het individuele rijbewijs of de individuele kwalificatiekaart bestuurder vermelde datum.

3. De geldigheid van de in bijlage II bij Richtlijn 2003/59/EG bedoelde kwalificatiekaarten bestuurders die anders zouden zijn verstreken of zouden verstrijken tussen 1 februari 2020 en 31 augustus 2020, wordt geacht te zijn of te worden verlengd met een periode van zeven maanden vanaf de op de individuele kaart vermelde vervaldatum.

4. Onverminderd de in de leden 1, 2 en 3 van dit artikel bedoelde grensoverschrijdende activiteiten, blijven de maatregelen die de lidstaten overeenkomstig de in de leden 1, 2 en 3 van dit artikel bedoelde bepalingen van Richtlijnen 2003/59/EG en 2006/126/EG genomen hebben tijdens de periode tussen 1 februari 2020 en 28 mei 2020, geldig.

5. Een lidstaat die van oordeel is dat het volgen van nascholing of de afgifte van een getuigschrift daarvan, het aanbrengen van de geharmoniseerde Uniecode '95' of de vernieuwing van de kwalificatiekaart bestuurder allicht onmogelijk zal blijven tot na 31 augustus 2020 als gevolg van maatregelen die hij heeft genomen om de verspreiding van COVID-19 te voorkomen of te beperken, kan een met redenen omkleed verzoek indienen om te worden gemachtigd de in de leden 1, 2 en 3 vermelde perioden, naargelang het geval, te verlengen. Dat verzoek kan betrekking hebben op de periode tussen 1 februari 2020 en 31 augustus 2020 en/of op de in de leden 1, 2 en 3 vermelde perioden van zeven maanden, naargelang het geval. Verzoeken moeten uiterlijk op 1 augustus 2020 bij de Commissie worden ingediend.

6. Indien de Commissie op basis van een overeenkomstig lid 5 ingediend verzoek oordeelt dat aan de in dat lid vastgestelde eisen is voldaan, stelt zij een besluit vast waarbij de betrokken lidstaat wordt gemachtigd de in de leden 1, 2 en 3 genoemde perioden te verlengen, overeenkomstig de rechtvaardiging voor elk specifiek geval. De verlenging wordt beperkt ter weerspiegeling van de periode waarin het voltooiën van de betreffende nascholing of de afgifte van een getuigschrift daarvan, het aanbrengen van de geharmoniseerde Uniecode '95' of de vernieuwing van kwalificatiekaarten bestuurder naar verwachting onmogelijk zal blijven, en mag in geen geval langer zijn dan zes maanden.

De Commissie maakt dat besluit bekend in het Publicatieblad van de Europese Unie."

Gelet op artikel 2, lid 1, van verordening (EU) 2020/698, dient artikel 8 van het ontwerp te worden weggelaten.

Artikel 11

Artikel 11 van het ontwerp luidt als volgt:

“In afwijking van artikel 33, § 2, lid 1 (lees ‘eerste lid’), van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen wordt de geldigheidsduur voor de stagetoelating van kandidaten ingeschreven voor een examensessie tussen 16 maart 2020 en 9 mei 2020 met zes maanden verlengd.”

In de nota aan de leden van de regering die terug te vinden is in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag wordt de keuze van de datum van 9 mei 2020 als volgt uitgelegd:

“Na het slagen voor de schriftelijke en de mondelinge proef beschikt de stagiair over drie jaar de tijd om stage te lopen bij een rijschool. Aangezien de rijscholen inactief zijn, hebben de stagiairs geen stage kunnen lopen. Aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de voornoemde examens niet organiseert, sturen we kandidaat-stagiairs naar de andere gewesten. We hebben ons dus afgestemd op de datums van die gewesten.”

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of de aldus gekozen datum er niet toe leidt dat er een ongerechtvaardigd verschil in behandeling ontstaat tussen de kandidaat-stagiairs, al naargelang zij naar het ene dan wel het andere gewest “gestuurd” worden.

Artikel 12

Aangezien het gaat om een afwijkingsbepaling, dient, onder verwijzing naar de vervaldata, gepreciseerd te worden van welke stageattesten de geldigheidsduur met zes maanden wordt verlengd.

Uitvoeringsbepaling

Het ontwerp moet worden aangevuld met een uitvoeringsbepaling.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

² *Ibidem*, aanbevelingen 162 e.v.